



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 5

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Burundi pour 2022 et 2023 partie 1

Document d'action « Mesures de soutien : Facilité de Coopération »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité de Coopération Numéro OPSYS : ACT- 60992 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	<input type="checkbox"/> Non applicable <input checked="" type="checkbox"/> En soutien à une initiative Equipe Europe (inter alia) en vue d'un soutien au processus Equipe Europe
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Burundi, l'ensemble du territoire national.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel pour la République du Burundi pour la période 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	L'action s'inscrit dans l'ensemble des objectifs spécifiques du PIP Burundi 2021-2027.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Non applicable
7. Objectifs de développement durable (ODD)	(Objectif de Développement Durable) ODD principal : ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » Autre ODDs : ODD 16 « Paix, justice et institutions efficaces »
8 a) Code (s) CAD	15110 - Politiques publiques et gestion administrative

	43010 - Multi-secteur 99820 - Promotion, sensibilisation au développement (secteur non défini)			
8 b) Principal canal de distribution @	90000 : Autres			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif
Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Connectivité Tags: transports		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE- 14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 3 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 3 000 000 EUR La contribution est d'un montant d'EUR 3 000 000 du budget général de l'Union européenne pour 2023, sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics			
14. Type de mesures	<input checked="" type="checkbox"/> Facilité de coopération <input type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile			

1.2 Résumé de l'Action

Dans le cadre du nouvel instrument de coopération (Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale – IVCDCI), l'Union européenne soutiendra le Burundi en contribuant à la mise en œuvre du Plan national de Développement (PND 2018-2027). L'initiation, le développement et la mise en œuvre des programmes cohérents avec le PND nécessitent des expertises spécifiques à chacun des domaines définis dans le Programme Indicatif Pluri-annuel (PIP). Pour faciliter et accompagner la mise en œuvre des appuis prévus, le PIP prévoit une enveloppe indicative de 3 000 000 EUR pour une Facilité de Coopération dont l'objectif est de mobiliser des ressources utiles pour accompagner la mise en œuvre de l'aide européenne, y compris l'opérationnalisation de l'IVCDCI et du Fonds Européen de Développement Durable Plus (FEDD+), l'accompagnement des dialogues politiques, sectoriels et stratégiques, l'accompagnement de la programmation conjointe et le développement des actions à identifier dans le cadre des Initiatives Equipe Europe (IEE) qui seront potentiellement formulées plus tard, mais également à la préparation des documents nécessaires pour la mise en œuvre des actions à identifier dans le PIM 2021-2027.

Elle aidera en outre dans la préparation des stratégies et des plans d'actions en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, le support et l'accompagnement pour une meilleure intégration des aspects ou approches transversaux tels que le genre, l'environnement, le changement climatique et les droits de l'homme, principalement les droits des personnes vulnérables comme les handicapés, ainsi que d'autres droits, tels que les droits démocratiques.

La Facilité de Coopération pourrait aussi être sollicitée dans le cadre de l'élaboration d'une feuille de route qui permettrait au Burundi de redevenir éligible à un appui budgétaire, avec comme préalable l'exécution d'un exercice d'évaluation des dépenses publiques et de la redevabilité financière (PEFA).

Cette facilité permettra, par ailleurs, de renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets et programmes financés par l'UE, ainsi que de renforcer la coordination de l'aide, conformément aux orientations stratégiques du PND et des ODD et d'une manière cohérente avec le Consensus européen et la Stratégie globale avec l'Afrique.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

L'exercice RMF+ 2021 confirme l'extrême fragilité du Burundi, tant sur le plan socio-économique qu'environnemental. Le Global Conflict Risk Index (GCRI) et l'analyse « Fragility and Conflict Situations (FCS) » de la Banque Mondiale estiment qu'entre 2020 et 2021 le Burundi est passé de la catégorie des pays avec une situation de conflit d'intensité moyenne à celle des pays caractérisés par une extrême fragilité.

Le Burundi est un des pays les plus pauvres au monde, avec sa 185^{ème} place (sur 189) dans le classement IDH (Index de Développement Humain) et un PIB par habitant de 261 USD en 2021 selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI). Malgré la situation des finances publiques qui demeure grave (la dette pourrait atteindre 75% du PIB en 2022), certains signes positifs ont été observés en 2021 et ont permis la conclusion d'un accord avec le FMI en juillet 2021 pour une assistance financière de 78 000 000 USD au titre de la Facilité de crédit rapide.

Le Burundi fait partie des pays les plus densément peuplés au monde. Il occupe la 16^{ème} place mondiale et la 3^{ème} en Afrique, avec une densité moyenne de 440,37 habitants/km² en 2021¹ et une croissance démographique estimée à 3,5% par an. La structure démographique du pays, caractérisée par 65% de la population de moins de 25 ans et 33% entre 10 et 24 ans, représente un des principaux défis pour son développement. Ces dix dernières années, la population burundaise a connu une croissance rapide de 30,1 %, passant de 9,5 millions d'habitants en 2010 à 12,3 millions en 2020². Une partie importante de la population (entre autre les réfugiés, retournés et personnes déplacées internes (PDI))³ est ainsi particulièrement fragilisée par le contexte socio-économique et par le changement climatique..

Par ailleurs, les faibles qualité et accès aux services de base, la persistance des inégalités, le faible niveau de compétences et le taux élevé de chômage, le manque de ressources et d'opportunités et la pauvreté généralisée compromettent l'avenir des jeunes et, plus en général, le développement socio-économique du pays.

Au Burundi la discrimination de genre est une réalité, qui se manifeste par une iniquité d'accès aux services et aux droits – le droit foncier et le droit civil – comme en matière d'héritage et de divorce. Malgré leur importance démographique⁴ et leur dynamisme dans les processus productifs, surtout dans le domaine de l'agriculture, les femmes ne sont pas valorisées à leur juste titre. Alors que la femme a la charge du fonctionnement de la vie domestique, réalise les travaux ménagers et prend soin des enfants et des autres membres de la famille⁵, l'homme incarne l'autorité, prend les décisions capitales et contrôle les moyens de subsistance des membres du ménage. La main d'œuvre féminine est peu qualifiée : 67% des femmes ayant une occupation sont, en effet, sans aucun niveau d'instruction. Les femmes sont les plus sollicitées dans le secteur agricole, plus pénible et peu rémunérateur. Elles sont moins présentes dans le secteur moderne où elles ne représentent que 35,6%, occupant des postes généralement de faible qualification ou exerçant dans le secteur informel. Le Burundi est classé 108^e sur l'index des inégalités de genre et 12^e sur le Global Gender Gap Index. Afin de donner une réponse à ces défis, l'action s'inscrira dans le plan d'action de l'UE sur

¹ <https://www.populationpyramid.net/fr/population-densite/burundi/2021/> (consultation du 20/03/2022).

² *Rapport des projections démographiques 2008-2020*, ISTEEDU, 2020.

³ IBID : Le Burundi est l'hôte de 86,278 réfugiés et demandeurs d'asile ; OIM : 113 408 PDI (09/2021) ; UNCHR (10/2021) : depuis 2017 plus de 180 000 Burundais sont retournés et il y a encore 270 000 réfugiés burundais dans les pays voisins.

⁴ Selon les données du recensement général de la population et de l'habitat de 2008, les femmes représentent 50,8 % de la population burundaise au niveau national et 51,36 % en milieu rural.

⁵ République du Burundi, ministère de la Solidarité nationale, des Droits de la Personne humaine et du Genre, Politique nationale genre du Burundi 2012-2025, juillet 2012.

l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure 2021–2025 (Gender Action Plan) (GAP III)⁶, notamment pour relever les défis et exploiter les opportunités offertes par la transition verte et la transformation numérique (ce qui représente l'objectif général 5 du plan de mise en œuvre au niveau national au Burundi.

Au niveau politique, la reprise du dialogue en 2021 et la levée des mesures appropriées au titre de l'Article 96 en février 2022 offrent un *momentum* inédit pour donner un nouvel élan aux relations entre l'UE et le Burundi, ainsi qu'une opportunité pour une coopération accrue entre les membres de l'Équipe Europe. Cette relation renouvelée encourage une approche encore plus ambitieuse, qui met davantage l'accent sur les réformes politiques incontournables pour le développement durable du pays, notamment dans le secteur de l'énergie.

Selon les estimations de la Banque mondiale, la croissance économique du pays est projetée à 3,6% en 2022, contre 2,4% en 2021, soutenue par un assouplissement des restrictions liées à la COVID-19, notamment la levée des exigences de quarantaine et la réouverture d'une partie des frontières. L'inflation reste élevée, avoisinant 7% en 2021, contre 7,5% en 2020, tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et la monétisation du déficit budgétaire. La faible croissance économique par rapport à la croissance démographique entraîne une hausse continue du taux de pauvreté, qui devrait atteindre 87,1% en 2021 (mesuré en fonction du seuil de 1,90 USD/jour)⁷.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

La récente levée des mesures appropriées liées à l'application de l'article 96 de l'accord de Cotonou a créé des nouvelles opportunités de dialogue sur les politiques sectorielles. La Facilité de Coopération constitue l'un des moyens de maintenir un dialogue technique dans la mesure où elle permet de mobiliser des supports concrets (formations, conférence et séminaires, assistance technique ponctuelle) qui accompagnent la mise en œuvre de l'aide européenne en y associant les administrations publiques.

La mise en œuvre des différentes réformes pour améliorer la gouvernance économique et plus spécifiquement des secteurs appuyés par les différents bailleurs, a été ralentie par la crise post 2015 et la suspension de l'aide de plusieurs partenaires au développement. Dans plusieurs secteurs, il existe cependant des espaces de dialogue qui doivent être nourris par des actions concrètes impliquant les institutions responsables de manière à renouer et renforcer la collaboration pour une mise en œuvre plus efficace et durable de l'aide au développement. La facilité de coopération va donc aider à atténuer, voire dépasser, une partie des contraintes spécifiques qui limitent l'efficacité de la coopération européenne, d'autant que pour les secteurs et thématiques couverts par le PIP 2021-2027, il y a un manque de données/et ou d'études.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les parties prenantes de l'action sont les acteurs du développement basés dans le pays, les ministères sectoriels (niveau technique) impliqués dans les programmes mis en œuvre par l'UE au Burundi, les organisations de la société civile (associations, fondations, universités, etc.), le secteur privé, etc.

La poursuite d'une bonne collaboration avec le ministère des Finances qui facilite les contacts et la concertation avec les institutions burundaises et le maintien d'un esprit collaboratif avec ces dernières, permettront la réalisation des activités et l'atteinte des résultats / produits visés. La stabilité ou l'amélioration du contexte général du pays et le maintien d'un dialogue, au niveau technique, avec les ministères sectoriels concernés directement par la coopération européenne, sont les facteurs-clés pour l'atteinte des objectifs de l'action.

Ces acteurs seront impliqués directement dans les différentes activités réalisées à travers la Facilité de Coopération et notamment des études, des formations, des conférences ou la mobilisation d'assistance technique ponctuelle.

⁶ Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) - Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne. JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

⁷ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burundi/overview#1> (consultation du 20/03/2022).

Le bénéficiaire final de la Facilité de Coopération est la population du Burundi qui tirera profit des interventions de l'UE plus pertinentes et efficaces.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est : « l'efficacité de la mise en œuvre des politiques de coopération de l'UE au Burundi est améliorée ».

Les objectifs spécifiques (effets attendus) de cette action sont:

1. « La mise en œuvre du Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 (PIP) est améliorée »
2. « Les mécanismes de coordination de l'aide de l'UE sont soutenus »
3. « La compréhension, la connaissance et le soutien de l'action de l'UE, de ses valeurs et de ses politiques sont assurés ».

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants:

1.1 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) « L'ensemble des processus de programmation, d'identification, de formulation, de mise en œuvre, d'évaluation et d'audit des interventions de l'UE au Burundi est appuyé ».

1.2 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) « Les capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet en particulier, de la connaissance des politiques de coopération de l'UE en général, sont renforcées ».

2.1 contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) « Des actions et/ou des études concernant les secteurs d'intérêt pour l'activité de l'UE au Burundi sont effectuées ».

3.1. contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) « Des actions de communication stratégique sont mises en place et atteignent de nouveaux publics ».

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1. – « L'ensemble des processus de programmation, d'identification, de formulation, de mise en œuvre, d'évaluation et d'audit des interventions de l'UE au Burundi est appuyé ».

- Identification et formulation des nouveaux projets/programmes dans le cadre de l'IVCDI ;
- études et analyses complémentaires (études de faisabilité ou l'analyse politique et économique des secteurs concernés) ;
- actions en rapport avec la programmation conjointe et les IEE ;
- renforcement de la collaboration entre les autres DG et les institutions européennes pour valoriser l'expertise de l'UE.

Activités liées au produit 1.2. – « Les capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet en particulier, de la connaissance des politiques de coopération de l'UE en général, sont renforcées ».

- Organisation de formations à l'intention des acteurs qui interviennent directement dans la mise en œuvre des projets et programmes financés par l'UE ;
- renforcement de l'appropriation par les partenaires locaux des projets et programmes sous financement de l'UE ;

- conférences et séminaires sur des thèmes variés (cohérence de l'aide européenne avec les priorités nationales et des ODD ; gouvernance dans les différents secteurs ; diplomatie publique.

Activités liées au produit 2.1. – « Des actions et/ou des études concernant les secteurs d'intérêt pour l'activité de l'UE au Burundi sont effectuées »

- Mobilisation d'experts pour des études spécifiques, qui pourront couvrir tous les secteurs d'intérêt pour l'action de l'Union européenne et de l'Equipe Europe au Burundi ; évaluations et audits des projets et des programmes pour lesquels il n'y a pas de budget spécifique prévu.

Activités liées au produit 3.1. – « Des actions de communication stratégique sont mises en place et atteignent de nouveaux publics »

- mise en œuvre de la stratégie de communication et visibilité pluriannuelle de l'action de l'UE au Burundi ;
- démarches liées aux traités et accords internationaux et diplomatie climatique et environnementale ;
- visibilité des valeurs et des engagements de l'UE (passerelle mondiale, Équipe Europe) ;
- campagnes de lutte contre les « fake news » ;
- campagnes de sensibilisation, concours, expositions, caravanes, salons et foires, rédactionnels favorables, relations publiques événementielles, parrainages, formation des journalistes, événements artistiques et culturels ;
- utilisation de plusieurs vecteurs : réseaux sociaux, radio communautaires, bandes dessinées, dessins animés, web forum, relations-presse, sponsoring, publicité, édition de magazines.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Comme d'autres thèmes transversaux, il n'est pas exclu que la Facilité de Coopération puisse être utilisée pour mener des analyses liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement et à leurs conséquences localement, ou pour conscientiser et sensibiliser la société burundaise aux changements de comportement devenus nécessaires pour prévenir ces risques et s'adapter aux changements, et ce à travers des analyses techniques sur ce thème, des séminaires, des formations etc.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **G0**. Cela implique que la Facilité de Coopération n'a pas d'activités spécifiques dédiées à l'égalité genre mais elle peut être utilisée pour mener des analyses en matière de respect de l'égalité genre dans les actions à mettre dans le cadre de l'IVCDI. Spécifiquement dans le cadre du CLIP 2021-2025, la Facilité de Coopération pourra être sollicitée pour soutenir les actions prévues dans le plan d'action.

Droits de l'homme

En matière de droits de l'homme, la Facilité de Coopération soutiendra l'intégration des droits de l'homme dans les projets de l'UE, directement à travers la mobilisation d'assistances techniques ciblées sur ces questions et indirectement à travers des conférences et séminaires qui aborderont ces questions.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **D0**. Cela implique que la Facilité de Coopération n'a pas d'actions ciblant spécifiquement la problématique de l'invalidité et du handicap, mais pourra être utilisée pour intégrer cette dimension dans les projets et programmes du PIP, ainsi que pour mener des actions de plaidoyer pour améliorer les conditions de vie de cette catégorie vulnérable de la population.

Démocratie

Etant une mesure d'appui pour identifier des actions à mettre en œuvre dans le cadre de l'IVCDI, la Facilité de Coopération contribue indirectement au renforcement de la démocratie, notamment dans le cadre du soutien aux actions qui vont être mises en œuvre dans le secteur de la justice et de l'exercice de la démocratie, à travers soit le renforcement des acteurs oeuvrant pour un accès équitable à tous les droits soit à travers le renforcement des capacités des citoyens à connaître, à défendre et à revendiquer leurs droits et devoirs en matière de démocratie.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Commentaire similaire au précédent. La Facilité de Coopération peut être un outil précieux pour apporter des contributions complémentaires aux objectifs, notamment, du programme d'appui à la Justice (renforcement d'une justice indépendante et impartiale pour tous), de celui de consolidation de la paix et de la stabilité, ou de celui d'appui à la société civile, dont le rôle dans la prévention et la résolution des conflits et dans la protection des droits humains est un facteur déterminant pour aider à maintenir la cohésion et la paix sociale.

Réduction des risques de catastrophes

L'action contribuera à la réduction de risque de catastrophes, à travers: (i) la mise en place d'activités de sensibilisation adressées à un public ciblé pour la prévention de risque de catastrophes naturelles; (ii) l'appui, par des études techniques spécialisées, à la préparation de plans de contingence dans des zones d'opération des projets et programmes de l'UE, qui sont potentiellement exposées à des risques de catastrophes naturelles.

Autres considérations, le cas échéant

Digitalisation : avec l'introduction de la nouvelle technologie et des solutions numériques, la Facilité de Coopération pourra être mobilisée à travers la mise à disposition d'expertises spécifiques pour les secteurs qui voudront adopter les nouvelles technologies numériques en vue de rendre la coopération plus efficace dans le traitement des données utiles pour la prise de décision.

Afin de renforcer la réalisation de ces engagements, l'Action portera une attention particulière a) aux choix des assistances techniques (prévoir des équipes multidisciplinaires avec expertise genre) ; b) au recrutement transparent et non-discriminatoire d'expertise en matière de genre et de droits humains ; c) à la sensibilisation de tous les acteurs concernés sur la relation entre l'efficacité de l'aide et les questions de droits humains et genre ; et d) à l'intégration de l'approche basée sur les droits humains et le genre, dans les outils de programmation, conception, etc., ainsi que dans ceux de suivi et d'évaluation (gestion axée sur les résultats et la performance des actions sensibles au genre et aux droits humains, à la protection de l'environnement et au changement climatique...).

3.4 Risques et enseignements tirés.

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
3- personnes et organisations	Risque 1 : faible pertinence des demandes externes de mobilisation de la Facilité de Coopération par rapport aux objectifs du PIP	H	F	Tout au long de l'instruction et l'opérationnalisation de l'Action, les administrations concernées seront impliquées et concertées
4- aspects légaux et réglementaires	Risque 2 : restrictions imposées par les autorités dans la réalisation des actions de la Facilité de Coopération	M	H	Tout au long de l'instruction et l'opérationnalisation de l'Action, les administrations concernées seront impliquées et concertées
3- personnes et organisations	Risque 3 : non-priorisation des thèmes transversaux et même une réticence par rapport au traitement des questions sensibles liées aux droits de l'homme et à la bonne gouvernance économique	H	M	Tout au long de l'instruction et l'opérationnalisation de l'Action, les administrations concernées seront impliquées et concertées

Enseignements tirés:

Durant les dernières années, les Facilités de Coopération Technique (FCT) sous le 11^e FED ont été utilisées pour la fourniture d'expertise à court et moyen terme afin de contribuer à l'identification, l'instruction, l'évaluation, le suivi/accompagnement et l'évaluation des projets et programmes financés par l'aide européenne, mais aussi pour réaliser des séminaires, conférences et actions de visibilité liées à l'action de l'UE au Burundi et fortement complémentaires à la coopération.

Les enseignements à tirer de ces actions sont liés au contexte spécifique du pays après 2015, à l'application des « Mesures appropriées » (Art.96 de la Convention de Cotonou), mais aussi au faible niveau d'appropriation de l'outil (FCT) de la part de l'administration. Cette situation a amené la délégation à reprendre progressivement le leadership dans la planification et l'identification des actions à soutenir à travers les FCT I et II.

Pour renforcer l'efficacité de la nouvelle Facilité de Coopération il faudra donc :

- Sensibiliser toutes les parties prenantes nationales concernant la nécessité de s'impliquer tout au long du cycle de projet et dans la coordination de l'aide au Burundi.
- renforcer la concertation technique avec les institutions sectorielles et les autres partenaires au développement pour améliorer le processus de programmation des actions à réaliser au moyen de la Facilité de Coopération (identification des secteurs prioritaires nécessitant appui et accompagnement, des études à réaliser pour la concrétisation sur le terrain des actions identifiées dans le cadre de l'IVCDI, des opérations de sensibilisation et des formations spécifiques en matière de politiques de développement, etc.) ;
- prendre en compte les besoins de renforcer la connaissance de la part de tous les acteurs de développement de l'action de l'Union européenne au Burundi.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est de soutenir le partenariat UE-République du Burundi. Cela permettra à l'UE de disposer d'un outil permettant de renforcer certains aspects liés à la mise en œuvre de l'aide européenne au Burundi dans son ensemble.

Ainsi la Facilité de Coopération permettra de renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets et programmes financés par l'UE, d'informer davantage le public burundais et les différentes parties prenantes sur les politiques de l'UE sur ses thèmes clés tels que les droits de l'homme, la gouvernance, les accords de partenariat économique, etc.

Les activités réalisées dans le cadre de la Facilité de Coopération permettront ainsi de renforcer les capacités techniques, organisationnelles, de gouvernance interne, de redevabilité et de plaidoyer des partenaires de mise en œuvre de la coopération européenne, ainsi que leur participation active dans la planification, la mise en œuvre et le suivi du développement.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Burundi.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire :

N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

a) Objet de la(des) subvention(s)

Cette partie de l'action visera l'objectif spécifique 3 :

OS3 : « La compréhension, la connaissance et le soutien de l'action de l'UE, de ses valeurs et de ses politiques sont assurés ».

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs concernés sont les organisations de la société civile, ONG, universités et centres de recherche.

Critères de sélection : les demandeurs concernés seront sélectionnés sur base des critères suivants - avec une expérience prouvée dans la réalisation de recherches, d'études, de sensibilisations, de formations en matière de politiques et de stratégies de développement et avec une très bonne connaissance et expérience de travail au Burundi.

Prévu pour publication en janvier 2023.

4.4.2 Gestion directe (passation de marchés)

Cette partie concerne les produits suivants :

P 1.1 « La mise en œuvre du Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 (PIP) est améliorée » : marchés de services pour la formulation de nouveaux projets.

P 2.1 « Des actions et/ou des études concernant les secteurs d'intérêt pour l'activité de l'UE au Burundi sont effectuées »: marchés de services pour des études, des évaluations et des audits.

P 1.2 « Les capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet en particulier, de la connaissance des politiques de coopération de l'UE en général, sont renforcées » : marchés de services pour l'organisation de formations, de conférences et de séminaires.

P 3.1 « Des actions de communication stratégique sont mises en place et atteignent de nouveaux publics » : marchés de services pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie de communication.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles.

En cas d'échec de la modalité de gestion directe, en raison des circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées pourront être mise en œuvre en gestion indirecte avec des organisations nationales et internationales, sélectionnées selon le mêmes critères que ceux énoncés sous la section 4.4.1.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI – Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers (en EUR)
-------------------------------------	-------------------------------	---

	2023	2023
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4		
Produit 1.1. - « L'ensemble des processus de programmation, d'identification, de formulation, de mise en œuvre, d'évaluation et d'audit des interventions de l'UE au Burundi est appuyé »	900 000	N.A
<i>Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2</i>	<i>900 000</i>	
Produit 2.1. - « Des actions et/ou des études concernant les secteurs d'intérêt pour l'activité de l'UE au Burundi sont effectuées »	900 000	N.A
<i>Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1</i>	<i>300 000</i>	
<i>Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2</i>	<i>600 000</i>	
Produit 1.2 – « Les capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet en particulier, de la connaissance des politiques de coopération de l'UE en général, sont renforcées », composé de (i) formations ; (ii) conférences et séminaires ;	400 000	N.A
<i>Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1</i>	<i>100 000</i>	
<i>Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2</i>	<i>300 000</i>	
Produit 3.1 – « Des actions de communication stratégique sont mises en place et atteignent de nouveaux publics »	600 000	N.A
<i>Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2</i>	<i>600 000</i>	
Subventions-enveloppe totale de la section 4.4.1	400 000	
Passation de marchés- enveloppe totale de la section 4.4.2	2 400 000	
Évaluation – cf. section 5.2	100 000	N.A.
Audit – cf. section 5.3		
Provision pour dépenses imprévues	100 000	N.A.
TOTAL	3 000 000	0

4.7 Structure organisationnelles et responsabilités

La mise en œuvre de cette action sera assurée par la Délégation en concertation avec le Burundi, représenté par le ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement économique et par les ministères sectoriels ou autres bénéficiaires concernés par les actions identifiées à exécuter.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission participera aux structures de gouvernance mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action. Les structures de suivi seront adaptées à la nature des différentes actions et comprendront tous les principaux acteurs concernés, afin de garantir une approche participative et une pleine appropriation des bénéficiaires.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités de la Délégation. À cette fin, la Délégation mettra en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte-rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits. Ces rapports seront présentés de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Evaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants, commanditée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que cette action est au support de l'efficacité de l'ensemble de l'aide européenne au Burundi et plus en générale de l'action de l'UE dans le pays

Les rapports d'évaluation seront communiqués à la Délégation qui analysera les conclusions et les recommandations des évaluations, le cas échéant, décidera des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet. Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérification

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Dans le cadre de cette facilité, des actions de visibilité et de communication relatives aux différents programmes mise en œuvre dans le cadre de l'IVCDI seront prévus. Elles permettront à la Délégation de l'UE de planifier et de mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Dans ce cadre, il est envisagé que cette facilité soit utilisée pour conclure un contrat de communication et de visibilité à travers la procédure d'un contrat-cadre.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention⁸ (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme Action individuelle;

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action

⁸ [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).